

Convention collective départementale

IDCC : 1369. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES
(LOIRE-ATLANTIQUE)**

(29 avril 1985)

(Bulletin officiel n° 1986-50 bis)

(Etendue par arrêté du 29 mai 1987,
Journal officiel du 5 juillet 1987)

ACCORD DU 9 OCTOBRE 2009

RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS
POUR L'ANNÉE 2009

NOR : *ASET0951148M*

IDCC : 1369

Entre :

L'UIMM de Loire-Atlantique,

D'une part, et

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

L'USM FO,

D'autre part,

il a été décidé de fixer dans les conditions ci-après les appointements minimaux garantis prévus par l'article 18 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la Loire-Atlantique.

Article 1^{er}

*Taux effectifs garantis annuels
du personnel non cadre à partir de l'année 2009*

Les parties conviennent de fixer comme suit le barème des taux effectifs (TEG) annuels à partir de l'année 2009, tels que définis dans la convention collective de la métallurgie de la Loire-Atlantique à l'article 18, partie B de l'avenant « Mensuels », pour un horaire hebdomadaire effectif de 35 heures, soit 151,67 heures mensuelles.

Les TEG doivent être adaptés à la durée du travail effectif à laquelle sont soumis les personnels visés.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		TEG ANNUEL
I	1	140	1	15 959
	2	145	2	15 964
	3	155	3	15 975
II	1	170	4	15 991
	2	180	5	16 016
	3	190	6	16 067
III	1	215	7	16 437
	2	225	8	16 853
	3	240	9	17 581
IV	1	255	10	18 220
	2	270	11	19 108
	3	285	12	20 114
V	1	305	13	21 531
	2	335	14	23 942
	3	365	15	26 605
	3	395	16	29 151

Conformément à l'article 18, partie B, § 10, de l'avenant « Mensuels », les TEG ci-dessus seront majorés de 3 % pour les ouvriers et de 5 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Toutes dispositions seront prises en cours d'année par les entreprises pour que, lors de la comparaison faite en fin d'année en application de l'article 18, partie B, § 7, de l'avenant « Mensuels », l'éventuel complément à verser au salarié ne soit pas supérieur à 2,5 % du TEG correspondant à sa classification.

Article 2

Enregistrement et dépôt

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt auprès

du ministère du travail ainsi qu'aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Nantes et de Saint-Nazaire, conformément aux dispositions de l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Nantes, le 9 octobre 2009.

(Suivent les signatures.)